

Metz, le 15 septembre 2015

## LETTRE OUVERTE

Monsieur le Directeur Général,

L'intersyndicale de la DRFIP de la Moselle a boycotté le CTL du 15 septembre.

En effet, les points relatifs aux restructurations du réseau sont scandaleux.

La DRFIP Moselle baisse complètement les bras et ne se soucie absolument plus de sa mission de service public.

Notre mission, et nous l'avons toujours exprimé avec conviction, c'est permettre l'accès à un service public de proximité et de qualité à l'ensemble de nos concitoyens, qu'ils soient en zone urbaine ou en zone rurale.

Et aujourd'hui les termes employés pour nous présenter les projets de restructuration du réseau témoignent d'un abandon total de cette ambition.

On nous assène que la trésorerie d'Albestroff est située dans une « zone géographique peu attractive ». Depuis quand l'administration de la République se permet de considérer, ou plutôt de déconsidérer son territoire et ses habitants ?

On nous dit que la gestion d'un EPHAD nécessite une technicité particulière, en sous entendant à mots à peine couverts que les agents en place ne l'ont pas. Comment ont ils alors fait pour gérer cet établissement jusqu'à maintenant ?

Mais le comble est atteint lorsque la DRFIP ose écrire que « le projet obéit à un souci d'amélioration des conditions de vie au travail. »

Comment peut on mettre sur le même plan les conditions de vie au travail et les projets de restructuration ?

D'un côté on a des agents, nos collègues, qui sont parfois dans des situations de souffrance au travail, en raison du manque de moyens humains et matériels pour exercer leurs missions. De l'autre on a une administration qui ne trouve rien d'autre que de supprimer les structures locales qui permettent l'exercice même de ces missions.

Interrogé sur la nécessité de fermer la trésorerie d'Albestroff, le DRFIP a indiqué que cette décision s'inscrivait dans le cadre des fermetures de l'ensemble des C4. Nous lui avons rappelé que ce poste avait été reclassé en C3 au 1er janvier 2015. Il n'a pas semblé au courant....

S'agissant de la fermeture du pôle CE de Saint Avoild et la création, de fait, d'un pôle unique départemental, nous n'avons toujours pas compris la logique de cette initiative.

Nous avons rappelé au DRFIP que nous sommes dans le groupe 1 et que dans une direction similaire à la nôtre, sans la nommer le Bas Rhin, trois pôles CE coexistent.

En outre, lors de votre visite, vous nous avez rappelé l'importance du contrôle fiscal externe et interne dans un cadre budgétaire national difficile.

Or, cette décision conduit à la création d'un no man's land entre Metz et Strasbourg.

De plus, la concentration des services fonciers de Hayange sur Metz obligera les usagers qui souhaitent obtenir un plan de la circonscription de Thionville ou Hayange à faire 30 kms supplémentaires.

Enfin, que penser du pseudo dialogue social avec l'équipe de direction de la DRFIP...

C'est dans la presse, par le biais d'un élu en colère, que nous avons appris la fermeture de la trésorerie de Courcelles Chaussy était programmée.

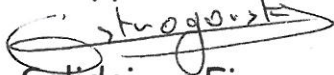
A cela s'ajoute l'indigence des documents préparatoires fournis et, fait plus grave encore, l'imprécision de l'information sur la teneur des garanties accordées aux agents victimes des restructurations.

Dans ces conditions, vous comprendrez qu'il nous est impossible de siéger dans les instances de représentation des personnels.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de nos salutations respectueuses.

Les secrétaires départementaux

Philippe OSTROGORSKI



Solidaires Finances Publiques

Philippe PETITJEAN



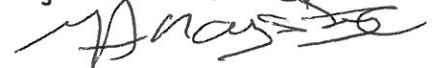
CFDT Finances Publiques

Francis SCHMELTER



CGT Finances Publiques

Jean-François MAYSTRE



CFTC Finances Publiques

Hubert SILVESTRE



UNSA DGFIP

